

LE DEROULEMENT DE LA CONFERENCE SUR LE DEVELOPPEMENT RURAL DURABLE DANS L'ENSEMBLE DES PAYS D'EUROPE

Centre Worriken, Bütgenbach, 21-23 septembre 2000

Charles CHRISTIANS & Serge SCHMITZ

Zusammenfassung

Das Kongress wird so konzipiert, dass er den Dialog zwischen den Ländern der Europäischen Gemeinschaft sowie Zentral- und Osteuropa über nachhaltige ländliche Entwicklung anregen soll. Im Herbst des Jahres 2000 wird eine Reihe neuer Maßnahmen in Rahmen der Agenda 2000 sowohl in der Europäischen Gemeinschaft als auch in Zentraleuropa in Kraft treten. In den 15 EU-Ländern sehen die neuen Richtlinien für ländliche Entwicklung und des LEADER+ Initiativen Rahmenbedingungen für Aktionen der staatlichen und regionalen Veraltungen für das neue Gleichgewicht zwischen der Landwirtschaft und dem „zweiten Pfeiler“ der ländlichen Entwicklung vor. In den 10 zentraleuropäischen Ländern in Vor-Beitrittsstadium schaffte die Agenda 2000 eine neue Basis für die Unterstützung von Plänen zur Ländlichen Entwicklung durch die Europäische Gemeinschaft über die SAPARD-, PHARE-, und INTERREG-Programme. Derartige Pläne wird die Zustimmung seitens der EU im Jahr 2000 erhalten, wenn sie von Regierungen vorgelegt werden. Die Vergleiche von Ideen, Erfahrungen und Formen von Partnerschaften, die Regierungen mit nichtstaatlichen Gruppierungen und der am Lande lebender Bevölkerung in Sachen ländlicher Entwicklung suchen, steht zur Zeit ganz im Kurs. ECOVAST, als ein paneuropäisches NGO, dem Wollergehen und des Erbes im ländlichen Europa verpflichtet glaubt, dass die ländliche Entwicklung desto effektiver und nachhaltiger sein wird, je mehr sie sich auf derartigen Partnerschaften stützt

Schlüsselwörter

Nachhaltige Entwicklung, Partnerschaft, Ländlichen Raum, Europäischen Politischen

Abstract

The Congress was designed to provoke dialogue between the countries of the European Union and of Central Europe on the theme of sustainable rural development. In the autumn of 2000, a new series of rural development measures came into operation, both in the EU and in Central Europe, within the framework of the Union's Agenda 2000. In the 15 countries of the EU, the new Rural Development Regulation and the LEADER+ Initiative provide a framework for action by national and regional governments, with a new balance between agriculture and the "second pillar" of rural development. In the 10 pre-accession countries of Central Europe, Agenda 2000 provides a new basis of support from the European Union for rural development plan under the SAPARD, PHARE and INTERREG programmes. These plans, submitted by governments, gained approval from the EU in 2000. There is thus strong value at this time in comparing the experience and intentions of governments in rural development, and the forms of partnership that they are seeking with non-government organisations and with the people who live in rural areas. ECOVAST, as a pan-European NGO committed to the well being of the people and the heritage of rural Europe, believes that rural development is more likely to be effective and sustainable if it is based upon such partnership.

Key Words

sustainable development, partnership, rural areas, European policies

I. L'ORGANISATION

La Conférence a été organisée par l'Unité de géographie économique et sociale du Département de Géographie de l'Université de Liège, avec le Conseil Européen pour le village et la petite ville (ECOVAST) et avec la participation de la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux et de la Fondation universitaire du Luxembourg belge.

Une centaine de participants venant de plus de 15 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Macédoine, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède) ont assuré la qualité et la richesse des contacts et des avis.

Le Comité d'organisation tient à remercier avec reconnaissance le Ministère de la Région wallonne et sa Direction générale de l'Agriculture et de la Ruralité, le Ministère wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien, le Fonds national de la Recherche scientifique, la Province de Liège et l'Office de Tourisme des Cantons de l'Est qui lui ont apporté des aides financières aussi substantielles que possible et des encouragements de qualité par les représentants qui se sont joints à nous dans la préparation de la conférence et lors de celle-ci.

Le Comité est très sensible aux contributions des experts des pays de l'Union Européenne et des pays candidats à l'adhésion qui ont accepté d'apporter leurs expériences scientifiques et pratiques et ont donné toute sa valeur à la conférence. Nous saluons tout spécialement la présence de la représentante de la DG Agriculture de la Communauté européenne.

L'accueil des participants lors de la séance inaugurale a réuni Monsieur Karl-Heinz Lambertz, Ministre Président de la Communauté germanophone, Monsieur Emil Dannemark, Bourgmestre de la commune de Bütgenbach, Monsieur Ulf Brangenfeldt, Président d'ECOVAST et Monsieur Enrico Capo au nom de l'Université rurale européenne. Leurs paroles ont été le témoignage d'une sympathie et d'une convivialité concrète de la Région et de la Commune ou nous nous trouvions.

Nos vifs remerciements vont à la direction du Centre de Worriken représentée avec sourire et efficacité par Madame Josten, à toute l'équipe d'accueil de l'Université de Liège qui nous ont aidés bénévolement, à Bernard Mignon et à Michael Dower, l'ancien Secrétaire général d'ECOVAST. L'atmosphère amicale qui a entouré les séances de travail a rejoint la détente apportée par le

folklore wallon qui se trouve si bien aux frontières des communautés francophone et germanophone, réalités européennes des plus fortes.

H. THEME ET OBJECTIF

Le Congrès visait à mettre en dialogue les pays de l'Union Européenne et les pays de l'Europe centrale et orientale sur le thème du développement rural. En automne 2000, une série de mesures de développement rural a été mise en oeuvre, dans l'UE et l'Europe centrale dans le cadre de l'Agenda 2000. Dans 15 pays de l'UE, le nouveau Règlement pour le Développement rural et l'initiative LEADER+ fournissent un cadre pour l'action des gouvernements nationaux et régionaux, avec un nouvel équilibre entre l'agriculture et le développement rural. Dans les 10 pays de « pré-accession » de l'Europe centrale, l'Agenda 2000 fournit une base nouvelle de soutien de l'UE pour les plans de développement rural avec les programmes SAPARD, PHARE et INTERREG. De plus, dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est, on trouve un intérêt croissant pour le concept de développement rural comme un élément de la régénération des régions des Balkans et des pays de la Communauté des Etats Indépendants.

Pour ces raisons, on a pu profiter de cet automne 2000 pour comparer des expériences et les intentions des gouvernements sur le développement rural, et les formes de partenariat qu'ils cherchent avec les populations rurales et leur organisation.

ECOVAST, comme ONG pan-européenne, s'engage pour le bien-être des gens et la prise en compte du patrimoine rural de l'Europe. Avec d'autres, elle souhaite que le développement rural puisse profiter de ce partenariat pour être plus effectif et plus durable. Elle travaille, en ce moment dans quatre initiatives : le Mouvement rural européen dans l'Union, le Forum Synergie, la Fondation des Carpates et, avec des partenaires britanniques, un soutien à une expérience russe. La Fondation rurale de Wallonie agit dans un même sens par des Fondations en Pologne et en Roumanie.

Cette double direction des actions gouvernementales et non gouvernementales est accompagnée d'études de sciences appliquées dans les Universités et les Académies des sciences européennes. Elles systématisent les potentialités et les déficiences des pays et régions en vue d'optimiser et d'adapter les actions. Développement rural, développement global et local, aménagement du territoire, cadre de vie, norme d'évolution passée, perspectives et prospectives, territoire d'action, sont des démarches à confronter. L'Université de Liège, avec son expérience de 50 ans, avec la coopération de la Faculté agronomique de Gembloux et de la Fondation universitaire luxembourgeoise, s'y attelle.

III. LES ACTIVITES

A. Les travaux de terrain, 21-9-2000

Le premier jour, nous avons fait en autobus un tour des entreprises rurales où nous avons eu l'occasion de voir les activités de villages de la Région wallonne de Belgique, du grand-duché de Luxembourg et de la région allemande de Rhénanie-Palatinat. Les principaux guides ont été Charles Christians et Serge Schmitz de l'Université de Liège et Jean-Pierre Dichter, ancien Président d'ECOVAST et Conseiller du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du Grand Duché de Luxembourg.

Ce tour a donné la possibilité de voir de l'intérieur les différentes manières d'aborder le développement rural des trois pays.

Au Luxembourg, nous avons visité le village de Kalborn, où 250 fermiers ont pris l'initiative de travailler en association (*Bauerninitiativ fir Eislek an den Naturpark Ourdall*) pour augmenter les revenus ruraux par une plus grande valeur ajoutée des produits des fermes locales.

En ce sens, ils ont réintroduit les produits des cultures traditionnelles telles que le lin et le sarrasin et ont construit un pressoir (projet LEADER II) pour produire de l'huile de ces deux plantes et du colza. Ils ont également organisé la production de pain et de bière en employant les céréales locales. Ils ont engagé un conseiller agricole pour accompagner les projets de diversification et réfléchir à la commercialisation. Enfin, le consommateur est partie intégrante du projet et ils ont créé un circuit pour guider les visiteurs venus admirer le paysage des fermes. Améliorer le revenu des agriculteurs, réintroduire des cultures alternatives qui étaient jadis autochtones et qui avaient totalement disparu, veiller à une meilleure présentation des activités agricoles au public, souligner le rôle positif de l'agriculture dans la société, intégrer les intérêts agricoles aux projets purement écologiques sont les actions que cette association met en oeuvre, dans le futur parc naturel de l'Our, pour sauvegarder une agriculture qui respecte les équilibres sociaux et environnementaux.

Nous avons également visité à Munshausen, un domaine d'élevage de chevaux ardennais où un groupe d'habitants a créé un musée, un centre d'études pour exposer ces chevaux de traction et d'autres animaux, en vue de protéger les traditions locales et développer un écotourisme de séjour. Le Ministère de la Culture, le Ministère du Tourisme, le programme européen 5b ont subventionné ce projet qui, en dix ans, a atteint ses objectifs touristiques, économiques, culturels et sociaux. Le projet issu du syndicat d'initiative de la commune de Munshausen est déclaré aujourd'hui d'intérêt national et devrait servir de point d'attrait touristique pour une clientèle nationale et internationale.

Dans la Communauté germanophone de Belgique, nous avons été accueillis à Burg-Reuland par les autorités locales, qui sont au service d'une population appartenant à 22 villages et qui ont participé depuis 20 ans à un programme de développement rural. Parmi les réalisations sociales et économiques d'importance, une nouvelle station d'épuration assure une eau de bonne qualité à une population de 3 400 habitants, à un tiers du prix antérieur. Burg-Reuland, commune frontalière avec le grand-duché de Luxembourg mais aussi avec l'Allemagne, doit nécessairement intégrer cette situation particulière dans ses projets de développement, car un nombre important de ses habitants travaillent au Grand-Duché. De même, les entreprises locales développent l'essentiel de leurs activités et ont pour la plupart leur siège dans ce pays. Cette situation est particulièrement intéressante sur le plan fiscal, sauf pour la commune qui voit d'importantes recettes lui échapper.

Notre visite en Allemagne a eu pour objectif le village de Dahlen, où un programme de renouvellement de la vie du village est lancé depuis 10 ans. L'activité agricole se concentrant aux mains de quelques agriculteurs, la population est composée pour majorité d'habitants qui travaillent à l'extérieur. Il fallait restructurer le village et ses nombreux bâtiments agricoles, trouver des terrains pour permettre à des jeunes de construire une maison et développer des activités socio-culturelles afin d'éviter que Dahlen ne devienne un village dortoir ou pire un village mouvoir. Celui-ci a inclus l'amélioration du paysage et de l'aspect des espaces publics, la modification des limites des propriétés pour obtenir l'espace nécessaire pour la construction de 16 maisons et le réaménagement d'un grand bâtiment inutilisé pour la création d'un grand centre culturel. Dans ce village, on a remarqué qu'on ne mettait pas l'accent sur la création d'emplois (en comparaison avec les projets du Luxembourg), car la force de travail est bien utilisée dans les villes voisines.

B. La Conférence, 22 et 23-9-2000

Les membres sont revenus de ce voyage pour une Conférence pan-européenne de deux jours ayant pour thème « Le développement rural durable dans toute l'Europe ».

Monsieur Lambertz, Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique a ouvert d'une manière concrète cette conférence.

Madame Lieve van Camp, de la Commission européenne, a décrit l'évolution des politiques européennes en vue d'un développement du monde rural et la concentration sur ce problème dans le cadre de l'Agenda 2000.

Une série de huit exposés ont abordé des programmes de développement rural dans différents pays de l'Union Européenne et de l'Europe centrale.

Les exposés ont présenté les expériences acquises dans la Région wallonne de Belgique, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Suède, au Portugal, en Pologne et en Slovénie.

Il a été étonnant de constater la diversité des perspectives et des problèmes du développement rural et de constater la variété de leurs réalisations par rapport aux programmes avancés par l'Union Européenne. Il est clair que beaucoup de pays, autant de l'Ouest que de l'Est, ont de très sérieuses difficultés sociales, économiques et d'environnement dans les zones rurales. La principale initiative pour aborder ces problèmes revient aux gouvernements de ces pays et les programmes de l'Union Européenne ne sont pas faciles à implanter, en dépit des éclaircissements contenus dans l'Agenda 2000. Beaucoup de membres qui ont pris la parole ont fait référence au nouvel équilibre qu'on doit réaliser entre les nécessités de l'agriculture et les intérêts de catégories nouvelles des populations rurales.

La session finale de la première journée s'est concentrée sur le problème du partenariat dans le développement rural. En présidant cette table ronde, Michael Dower, Secrétaire Général d'Ecovast, a souligné l'importance du partenariat entre les gouvernements à tous les niveaux, les organisations non gouvernementales et les habitants des zones rurales. Le principe d'ECOVAST est que ce développement rural sera plus facile à réaliser et plus efficace s'il est soutenu par un tel partenariat et basé sur celui-ci. Parmi les interlocuteurs de ce panel ont participé :

- Catherine de Borchgrave, de l'Observatoire rural européen qui soutient plus de 900 groupes LEADER qui sont eux aussi des exemples de partenariat au niveau local,
- Sandor Köles, Directeur exécutif de la Fondation des Carpates qui se préoccupe de financer des projets de développement rural intégré des communautés de

Hongrie, de Pologne, de Roumanie, de Slovaquie et d'Ukraine,

- Hannes Lorenzen de Forum Synergies, qui travaille au projet PREPARE dans les dix États candidats à la pré-adhésion en Europe centrale,
 - Gérard Peltre, Président du Mouvement européen de la ruralité
- et Xavier Delmon du Groupe Europe de la Fondation rurale de Wallonie.

Le dîner du soir a été animé par un groupe de danseurs de Stavelot qui a présenté des danses du ^{XIX^{ème}} siècle dans des costumes d'époque.

A la session de la matinée du deuxième jour, les délégués se sont séparés en trois groupes de travail pour discuter des thèmes de l'économie (1), de l'environnement, du patrimoine et du paysage (2), et enfin de la vie sociale dans les zones rurales (3). Les interventions faites dans ce cadre ont apporté des conclusions stimulantes, devenant des points de départ pour les discussions générales de l'après-midi.

La Conférence a pris fin avec l'approbation, après de longues discussions, de la « Déclaration de Worriken ». Celle-ci sera présentée aux gouvernements de toute l'Europe et à d'autres organisations publiques et non gouvernementales.

Adresse des Auteurs :

Charles CHRISTIANS & Serge SCHMITZ
Unité de Géographie Economique et Sociale
Université de Liège
Allée du 6 Août, 2
B-4000 Liège
Belgique